

Quelques éléments de réflexion à propos de nucléaire en France

Charles Soulié

(texte de l'intervention faite par Charles Soulié à Tokyo à la Maison franco-japonaise du Japon le 24 février 2012 dans le cadre du colloque : *L'Université après Fukushima*)

Tout d'abord, je tiens à remercier nos amis de l'ARESER Japon pour leur invitation dans leur pays. Et j'espère que nous serons à la hauteur de leur générosité.

Alors ici, je souhaiterais vous parler déjà de l'histoire du nucléaire en France. Puis j'en viendrai à la manière dont la catastrophe de Fukushima a été perçue en France. Enfin, je conclurai en soulevant des questions plus générales relatives à l'autonomie du monde académique et de la recherche.

Une brève histoire du nucléaire en France

C'est en octobre 1945, soit 3 mois après Hiroshima (6 août 1945, plus de 100.000 morts...), que le général de Gaulle décide de créer le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il lui assigne alors l'objectif de fabriquer la fameuse « force de frappe » nucléaire qui doit placer la France au rang des « grandes puissances », c'est-à-dire des Etats-Unis, de l'Union soviétique et de la Grande Bretagne. Frédéric Joliot Curie, qui alors était membre du parti communiste français, sera le premier directeur du Centre. Il aurait dit à de Gaulle : « *Je vous la ferai, mon général, votre bombe !* »

Dès le début, le CEA est un véritable Etat dans l'Etat, qui ne rend compte qu'au président. Ce qui pèsera ensuite fortement sur le développement du nucléaire civil et qui, associé à l'énormité des investissements financiers nécessaires pour le développement du nucléaire, explique l'opacité de son fonctionnement, le poids de la technocratie, la culture du secret, etc.

En France, le nucléaire a d'abord été une affaire d'indépendance nationale, et donc d'orgueil. Ce sera une arme avant d'être une énergie. Et de fait, la possession de la bombe atomique sera un motif de fierté nationale. La première bombe atomique française explose dans le désert du Sahara le 13 février 1960 et la première bombe H (à hydrogène) le 24 août 1968 à Fangataufa, soit en Polynésie française.

Aujourd'hui l'arsenal nucléaire de la France est le suivant : elle dispose de 4 sous marins nucléaires lanceurs d'engins de nouvelle génération, l'un d'eux patrouillant toujours en mer. Alors il faut savoir qu'un seul de ces sous marins équivaut à la puissance de 1000 Hiroshima. La France dispose aussi deux escadrons de bombardiers, soit 40 appareils, eux aussi porteurs du feu nucléaire.

Le développement du nucléaire civil est étroitement lié à celui du nucléaire militaire. La France fabrique sa première pile atomique en 1948 (Zoé) et la première centrale nucléaire (Chinon) est raccordée au réseau d'électricité en 1963.

Mais c'est au début des années 70, et notamment sous l'influence du premier choc pétrolier qui voit le prix du pétrole être multiplié par quatre entre octobre 1973 et janvier 1974, qu'en matière énergétique la France fait le choix du tout nucléaire. C'est un choix radical et sans équivalent dans le monde. Sauf si on le rapporte au choix actuel de la Chine... Choix radical dont nous sommes plus ou moins prisonniers aujourd'hui en raison des temporalités très longues de cette industrie.

L'objectif de la France est alors de produire l'essentiel de son électricité à partir du nucléaire et donc de réduire sa dépendance énergétique. Et de fait au début des années 1970, 68% de l'électricité produite en France vient des centrales au fioul. Ainsi en 1974, le gouvernement se lance dans la construction de 13 centrales de 1000 mégawatts.

Le résultat de cette politique étatique et productiviste résolue est qu'aujourd'hui, la France est le pays le plus nucléarisé du monde. En effet, on compte un réacteur nucléaire par million d'habitants. De même, 74% de la production d'électricité est d'origine nucléaire. Sur ce plan, elle est au 1^{er} rang mondial, le Japon était à 29,2% avant Fukushima, l'Allemagne à 20%, les USA à 19,6%, ces derniers ayant considérablement freiné le développement du nucléaire en raison de l'accident de Three Mile Island en 1979. Alors en France, on répète souvent que le nucléaire assure son indépendance énergétique. Mais il faut savoir que 100% de l'uranium utilisé actuellement en France vient de l'étranger (Niger, Kazakhstan...).

Pourtant, les résistances au nucléaire apparaissent très tôt en France. Déjà au travers du rejet de la bombe atomique. Ainsi l'appel de Stockholm (19 mars 1950) pour l'interdiction absolue de l'arme nucléaire recueille des millions de signatures en France, dont celle de Picasso, Joliot Curie, Vercors et même - plus inattendue - de Jacques Chirac qui ne s'en souviendra guère plus tard quand il deviendra président. De même en 1954, un tiers des scientifiques du CEA signent une pétition pour s'opposer à la fabrication de la bombe.

Concernant le nucléaire civil, les premières manifestations antinucléaires ont lieu en 1971 à Fessenheim et Bugey. Et un an après le lancement du programme Messmer relatif au développement de l'énergie nucléaire en France, le mardi 11 février 1975 le quotidien *Libération* publie à la une un texte signé par 400 scientifiques et appelant la population à refuser l'installation de centrales nucléaires. La plupart des signataires sont des physiciens, ingénieurs, techniciens travaillant pour le CNRS et le CEA. Mais cela restera sans effet, le parti communiste comme la CGT étant de grands partisans du nucléaire civil.

Alors un des principaux promoteurs de la politique du tout nucléaire est Valéry Giscard d'Estaing, qui sera donc président de la République française de 1974 à 1981. Dans un entretien au journal *Le Monde* du 25 mars 2011, soit juste après le début de la catastrophe de Fukushima, il défend sa politique (p. 29). Le titre de l'article est sans appel : « Il n'existe pas d'alternative au choix du nucléaire en France ».

Tout d'abord, l'ancien président parle de Fukushima : *« Ce qui se passe au Japon n'est pas un accident de la filière nucléaire, comme à Tchernobyl. C'est un tremblement de terre, suivi d'un tsunami, qui a fait plus de 20 000 morts, et qui a mis à mal le système de protection de la centrale. Il ne faut pas faire croire à l'opinion que c'est le cycle nucléaire qui est à l'origine de l'accident. Or, aussi loin que l'on cherche dans le passé, en Europe, on ne trouve pas de séisme d'une telle ampleur. (...) »*

Puis il passe la situation française :

« Notre électricité nucléaire coûte environ la moitié de ce que coûterait une électricité de remplacement. (...) La France peut-elle se priver d'une source d'énergie nationale qui lui assure l'électricité la moins chère d'Europe ? Ma réponse est non. (...) L'énergie éolienne coûte deux à trois fois plus chère que le nucléaire, et les éoliennes ne produisent pas de courant de façon continue et régulière. » Enfin, il ajoute que l'énergie solaire se heurte au problème du stockage de l'électricité.

Cette politique du tout nucléaire se fera au détriment de la recherche sur les énergies renouvelables et favorisera aussi le développement de l'industrie nucléaire en France. Ainsi aujourd'hui l'entreprise AREVA, qui résulte de la fusion en 2001 de Framatome, de la Cogema et du CEA, est le numéro un mondial du nucléaire. Elle détient 25% des parts du marché mondial et l'Etat français est son principal actionnaire.

Plus précisément en 2010, AREVA fait 9 milliards d'euros de chiffre d'affaire et emploie 48 000 salariés. Cette entreprise travaille au Japon depuis 40 ans, pays qui est d'ailleurs son 4^{em} client mondial (le jour de la catastrophe de Fukushima, 18 techniciens d'AREVA travaillaient sur le réacteur 4 et sont partis dès que la terre a tremblé). Sachant que cette entreprise est aussi très active concernant le retraitement des combustibles usés.

De même, on sait qu'Alstom, autre entreprise française, a déjà équipé une centrale sur quatre dans le monde avec ses turbines. Les enjeux économiques sont donc énormes, notamment pour un pays comme la France qui se désindustrialise très rapidement.

Alors cette politique du tout nucléaire ne sera pas remise en cause par la gauche socialiste et communiste quand elle arrive au pouvoir en 1981. Ainsi le président François Mitterrand, qui avait pourtant promis de consulter les français par referendum sur la question du nucléaire ne le fera pas. En fait jusqu'à aujourd'hui, le nucléaire a fait l'objet d'un large consensus politique et les majorités successives ont refusé d'ouvrir le débat public sur cette énergie.

Par exemple en 2007 lors de ce qui devait être le grand débat sur l'environnement en France (cf. « le Grenelle de l'environnement »), le président de la République, en l'occurrence N. Sarkozy, exclura le nucléaire des discussions sur l'environnement, et ce pour des raisons d'indépendance énergétique. Sachant aussi que la lente prise de conscience du réchauffement climatique sera une formidable aubaine pour l'énergie nucléaire, qui pourra alors se présenter comme une « énergie propre ».

Toujours concernant le président Sarkozy, signalons que même après Fukushima il continuera à défendre avec vigueur la filière nucléaire. Par exemple en déclarant :

« Ceux qui voudraient qu'on arrête le nucléaire n'ont pas le courage de dire aux français que, dans ce cas, le prix de l'électricité pour les particuliers sera multiplié par quatre. »

Ou encore :

« Je me battraï pour défendre le nucléaire, parce qu'il n'y a pas d'énergie alternative en l'état actuel des choses, sauf à dire aux français qu'ils vont maintenant se chauffer et s'éclairer à la bougie. » (propos tenus le 05/04/11)

Mais, comme vous le savez peut-être, la France vient d'entrer dans une période électorale. Et le candidat socialiste à la présidence de la République, en l'occurrence François Hollande, a récemment rendu public le programme qu'il appliquerait s'il est élu en mai 2012. Ce qui, au vue des sondages actuels, a de fortes probabilités d'arriver. Voici le texte de sa 41^{ème} proposition:

« Je préserverai l'indépendance énergétique de le France tout en diversifiant nos sources d'énergie. J'engagerai la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50% à l'horizon 2025, en garantissant la sûreté maximale des installations et en poursuivant la modernisation de notre industrie nucléaire. Je favoriserai la montée en puissance des énergies renouvelables en soutenant la création et le développement de filières industrielles dans le secteur. La France respectera ses engagements internationaux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte, je fermerai la centrale de Fessenheim et je poursuivrai l'achèvement du chantier de Flamanville (EPR). »

Alors il faut savoir que la position du parti socialiste sur le nucléaire civil n'a évolué que très récemment, déjà en raison de l'accident de Fukushima. Ainsi à la mi novembre 2011, les discussions du parti socialiste avec le parti écologiste ont d'ailleurs donné lieu à un scandale. En effet, AREVA est intervenue directement dans la rédaction de la plate forme commune à ces deux parties en faisant disparaître tout un paragraphe relatif au combustible MOX. Ainsi qu'en faisant part "des conséquences économiques, sociales, industrielles, environnementales très graves, qui conduiraient aussi la disparition du leadership de la France dans le nucléaire civil".

En fait, la position du parti socialiste est très ambiguë. Et il a fallu, comme je l'ai dit précédemment, que la catastrophe de Fukushima arrive pour que les lignes commencent un peu à bouger et que la France commence à sortir de long sommeil vis-à-vis du nucléaire. Laquelle catastrophe a d'ailleurs suscité une très vive émotion en France. Je vais maintenant développer ce point.

Fukushima vue de France

Tout d'abord, il faut souligner que de voir un pays comme le Japon apparemment si démuni face à une telle catastrophe, nous a beaucoup étonné. Et de fait quand ils parlaient de la catastrophe de Tchernobyl (1986) par exemple, nombre de commentateurs avaient tendance à expliquer son ampleur par l'imprévoyance, le manque de professionnalisme, etc., de la bureaucratie soviétique. Bref, un tel événement semblait inconcevable dans ce qu'autrefois on appelait le « monde libre » et un pays aussi technologiquement avancé que le Japon.

Et donc le fait de voir à la télévision des pompiers japonais lutter contre cette catastrophe avec des lances à eau, ou encore avec des hélicoptères jetant de l'eau sur les piscines, en a stupéfait plus d'un. Et que cette catastrophe advienne dans un pays déjà meurtri par Hiroshima et Nagasaki n'a fait que rajouter à l'effroi collectivement partagé.

Des Français, dont je suis, ont donc suivi jour après jour l'actualité autour de cette catastrophe. Et ce qui les a le plus étonné, c'est la calme et le stoïcisme dont a fait preuve le peuple japonais. Ce qui a donné lieu à nombre de discours sur « l'âme japonaise », le contrôle de soi et de ses sentiments, voire le fatalisme, qui serait propre à ce peuple. Mais qui sans doute sont plus superficiels qu'autre chose et je pense que vous aurez beaucoup de choses à nous apprendre là dessus.

Alors l'autre point qui a étonné les français est le comportement de l'opérateur électrique Tepco ainsi que du gouvernement japonais. En effet, des doutes sont apparus très vite quant à leur efficacité, comme à leur probité. Ainsi la collusion entre Tepco et la technocratie gouvernementale japonaise, et notamment le ministère de l'industrie, a été fortement soulignée dans la presse française. Et on a aussi signalé le fait que Tepco finançait les principaux partis politiques japonais. De même, l'absence d'indépendance de l'autorité de sûreté nucléaire japonaise par rapport au ministère de l'industrie a été soulignée. Bref dans la presse française - qui par la force des choses est ma principale source - c'est un sentiment de collusion généralisée entre ces différents acteurs qui domine.

On observe donc ici plus une fusion, voire une confusion, entre ces différents pouvoirs, que leur séparation. Ce qui conduit à la question de l'autonomie du monde académique, et plus généralement du monde scientifique, par rapport à la sphère tant politique qu'économique. Et de fait, une expertise scientifique indépendante autour de ces questions est un enjeu vital pour tous. Et pas simplement au niveau d'un pays.

Et ici, on peut par exemple rappeler le fait que, concernant les problèmes de santé liés au nucléaire, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dépend étroitement depuis 1959 de l'AIEA, c'est-à-dire de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Et ce pour des raisons de confidentialité... Et c'est sans doute ce qui explique qu'en 2005 par exemple, l'OMS affirmait que la catastrophe de Tchernobyl n'avait fait que 50 victimes. Alors que d'autres enquêtes parlent de plusieurs centaines de milliers de victimes. A ce propos, je signale d'ailleurs que chaque jour ouvré, un collectif mené par Michel Fernex, un ancien de l'OMS, professeur à la faculté de médecine de Bâle, manifeste devant le siège de l'organisation à Genève pour dénoncer cette aberration.

<http://independentwho.org/fr/>

Cette question des conditions sociales, politiques, économiques de possibilité d'une expertise indépendante me paraît vraiment cruciale. Et il semblerait qu'en France, et ce grâce notamment à l'énergie déployée par une ancienne ministre écologique (Dominique Voynet), l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) ait gagné un peu d'indépendance par rapport au lobby du nucléaire (cf. loi relative à la transparence et à la sûreté nucléaire du 14 juin 2006 et *Le Canard*, p. 32).

L'existence d'une expertise indépendante sur ces questions est donc un enjeu vital et il faut souligner aussi l'importance du rôle joué par des associations non gouvernementales en France comme la Criirad par exemple, qui rassemble notamment des physiciens et dispose de tout un système de balises permettant de surveiller les taux de radioactivité en France.

<http://www.criirad.org/>

Dans ce cadre, il me semble que l'université, comme le monde de la recherche, doivent jouer un rôle central dans la production d'une expertise indépendante du monde politique et économique. Et c'est là notamment un des axes majeurs de la politique de l'ARESER qui vise à préserver, développer, l'autonomie académique et scientifique. Et ce de façon à éviter notamment le règne de ceux que - nos amis japonais - appellent les « chercheurs pourris ». C'est-à-dire des chercheurs plus soucieux d'honneur, de pouvoir et d'argent, que de vérité.

Enfin et pour conclure, j'ajouterai que dans le cas français, comme sans doute dans le cas japonais, la question du nucléaire est comme une espèce d'analyseur de ces deux sociétés. C'est-à-dire que la manière dont chacune gère cette question et les problèmes qui en découlent permet de mettre en évidence certaines caractéristiques de leur fonctionnement sociopolitique global, de leur façon de se percevoir, etc. Ainsi concernant la France, j'ai parlé des origines militaires du nucléaire, de sa politique de la grandeur... Mais on pourrait aussi parler de son colbertisme industriel, de l'emprise des anciens élèves des grandes écoles sur la question du nucléaire qui réduit à peu de choses le débat démocratique, etc. Bref cette question nous tend comme un miroir. A nous de nous en saisir pour mieux nous connaître et apprendre à nous réformer.

Sources :

Le Monde, hors série, décembre 2011/janvier 2012 « Nucléaire : la situation après Fukushima : débat sur l'exception française : la transition énergétique ».

Le Canard enchaîné, Les dossiers du Canard enchaîné, « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », n°121, octobre 2011.

Académie des sciences (Institut de France), « Avis de l'Académie des sciences sur la filière nucléaire française », 10 janvier 2012.

Piro Patrick, *Le Nucléaire, une névrose française*, Les petits matins, 2012.

Paul Jobin, « Fukushima ou la radioprotection, retour sur un terrain interrompu », *Santé au travail*